

Un atout « majeur de notre souveraineté alimentaire », pour D. Guillaume

© 24/02/2020 | 👤 Delphine Jeanne • 📰 Terre-net Média

Dans un contexte d'attentes sociétales fortes en matière de réduction de l'usage des produits phytosanitaires, mais aussi de manque de rentabilité et de transformation des modèles agricoles, le secteur des agroéquipements a un rôle majeur à jouer, a estimé Didier Guillaume au Salon de l'agriculture.



Table-ronde sur les agroéquipements, sur le stand du ministère de l'agriculture le 24 février au Sia (©Terre-net Média)

« **A**vant que l'Inrae et l'Anses ne trouvent des alternatives aux produits phytosanitaires, il faut des palliatifs, qui passent par les agroéquipements », a insisté Didier Guillaume à l'occasion d'une table-ronde dédiée au sujet, le 24 février, au Sia. Pour le ministre de l'agriculture, l'agroéquipement est en effet « majeur pour notre souveraineté alimentaire ». Et dans le cadre du débat sur les **ZNT**, les nouveaux équipements peuvent d'ailleurs permettre de réduire les distances de non traitement à proximité des habitations, en étant intégrés aux chartes riverains, a-t-il précisé.

Lire aussi : [Face au flou artistique, 62 % des agris ne vont pas appliquer les ZNT pour les semis de printemps](#)

Dans une agriculture en transformation sous la pression, aussi, des attentes sociétales, **l'agroéquipement va également devoir s'adapter** et « devenir plus complexe pour s'adapter à des systèmes de culture eux aussi plus complexes », précise Véronique Bellon-Maurel, de l'Inrae. Le travail en commun, que ce soit entre public et privé, ou « entre agronomes et technologues », est désormais indispensable, ajoute-t-elle.

Faciliter l'accès à ces nouvelles technologies

Si les nouvelles technologies permettent en effet de réduire de 30 à 90 % l'usage des produits phytosanitaires, en fonction de la parcelle, précise Frédéric Martin, d'Axema, « notre chemin, en tant qu'acteur industriel, c'est de trouver comment on peut accélérer la prise en compte de ces technologies par les agriculteurs pour accélérer la transition ». Des technologies qui ne se résument pas uniquement aux **techniques de précision sur les pulvérisateurs**, mais concernent également **les nouvelles techniques de motorisation** pour réduire les gaz à effet de serre, indique-t-il, citant l'exemple d'un tracteur 100 % méthane qui va être lancé cette année.

Lire également :

>>> [Le talon d'Achille de l'agriculture française n'est pas son niveau d'équipement](#)

>>> [Axema prévoit une hausse du marché français en 2019](#)

« Il ne faut pas se focaliser que sur les phytosanitaires et sur ce que la société a envie d'entendre », rappelle de son côté Jérôme Volle, viticulteur et vice-président de la FNSEA. Car les agroéquipements sont aussi une **solution pour améliorer le confort de l'agriculteur**, en améliorant la surveillance des plantes, et la réactivité, détaille-t-il. Cependant, encore faut-il y avoir accès. « Il faut une vraie politique d'investissement si on n'a pas de prix rémunérateurs. Il était prévu de cinq milliards d'euros pour accompagner les agriculteurs, or aujourd'hui on ne les a pas », déplore Jérôme Volle.

Pour Frédéric Martin, l'accès à ces technologies par les agriculteurs est en effet un frein majeur. Axema soutient la **demande de suramortissement** pour toutes les options qui, sur les agroéquipements, permettent d'aller vers la transition agroécologique et de l'accélérer.

Le ministère de l'agriculture a assuré de son côté qu'un travail était en cours, avec Bercy, pour faciliter le développement de ce secteur « qui ne pèse pas burd dans le PIB » et qu'il faut encourager sur le territoire national.